Présentation des besoins dans une perspective de genre au Mali

Sur la base de la MSNA 2023

Réseau de Points Focaux Genre des Clusters

Janvier 2024

Soutien à la mise en oeuvre

Soutien à la coordination :

Soutien au playdoyer

Financé par:

Contenu

-
- 01 Méthodologie
 - 02 Couverture géographique
 - 03 Les besoins par sexe du Chef.fe de Ménage
 - 04 Santé reproductive, VBG et disponibilité des services
 - 05 Stratégies d'adaptation en matière de sécurité alimentaire
 - 06 Conclusions finales

01

Méthodologie

Méthodologie I

Évaluation Multisectorielle des Besoins (MSNA)

La MSNA est une évaluation annuelle nationale visant à recueillir des données sur les besoins des ménages. Elle est menée auprès des ménages, en personne, dans les zones accessibles du Mali. Les collectes de 2023 ont eu lieu entre le 10 juillet et le 26 octobre. Les données sont représentatives au niveau du cercle pour les ménages des personnes déplacées internes (PDI) et des personnes non déplacées (PND), avec un niveau de précision de 95/10 (intervalle de confiance : 95%, marge d'erreur : 10%). Au total, 9171 enquêtes ont été réalisées pour la MSNA.

Des données représentatives signifient que nous pouvons affirmer que les conclusions de notre échantillon reflètent la réalité des besoins de la population, à interpréter dans le cadre de l'intervalle de confiance et de la marge d'erreur.

La MSNA soutient la planification humanitaire nationale et la priorisation grâce au Cycle de Programmation Humanitaire (HPC), à l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) et au Plan de Réponse Humanitaire (HRP).

Méthodologie II

MSNA – Indicateurs de la sévérité des besoins

La sévérité des besoins est calculée grâce à la construction d'indicateurs composites. Ces indicateurs sont répartis en indicateurs critiques et non critiques, et grâce aux étapes de calcul visualisées dans le graphique à droite, chaque ménage est attribué à un niveau de sévérité allant de 1 à 4+. Plus précisément, la gamme de sévérité comprend les besoins minimes (1), les besoins préoccupants (2), les besoins sévères (3), les besoins extrêmes (4) et les besoins extrêmes + (4+).

Lorsqu'un ménage a un score de 3, 4 ou 4+, il est considéré comme ayant un besoin humanitaire. Le MSNI (Indice des besoins multisectoriels) permet à partir de ces calculs de définir la proportion de la population ayant au moins un besoin sectoriel.

Par exemple: Pour le secteur EHA, toute personne dont la source d'eau principale est l'eau de surface ou pratiquant la défécation à l'air libre est considérée comme ayant des besoins sévères + en EHA.

Veillez consulter [le cadre des LSG](#) (Living standard gaps / Écart de niveau de vie) pour comprendre exactement quels indicateurs ont été utilisés pour calculer les LSG.

Guide d'interprétation et limites

La recherche et les analyses présentées ici comportent un ensemble de limitations nécessaires à leur interprétation :

1. La recherche n'a pu être menée que dans **les zones accessibles**, ce pourquoi la portée des conclusions se limite également à celles-ci.
2. **Aucune des comparaisons présentées dans ce document n'est significative** car le sexe des ménages n'a pas été pris en compte lors de la conception de l'étude (échantillonnage, pondération...). Le nombre de ménage avec une femme CdM est de 1395, alors que le nombre de ménages avec un homme CdM est de 7776, ce qui réduit le degré de comparabilité des résultats.
3. La plupart des différences en % entre les ménages avec des hommes CdM et des femmes CdM sont en fait assez **faibles si l'on tient compte de la marge d'erreur**.
4. **Peu ou pas d'entretiens ont été menés avec les personnes déplacées à Sikasso, Koulikoro et Kayes**, car il n'existait pas de base du cadre d'échantillonnage complet au moment où la collecte des données a commencé. Naturellement, le contexte au Mali est très volatile, et les informations sur les ménages qui ont été déplacés à l'intérieur du pays après l'adoption du cadre d'échantillonnage en décembre 2022 manquent.
5. **Aucune information n'a été collectée à Kidal**. La situation sécuritaire est devenue trop volatile et une collecte de données adéquate et de qualité n'était plus possible.

Finalement, étant donné les différentes répartitions des populations au Mali - la majorité des personnes vivant dans les régions du sud - moins d'enquêtes ont été nécessaires dans les régions du nord pour atteindre le même niveau de précision. La différence régionale dans la densité des enquêtes **ne doit pas être interprétée comme indiquant que les zones où le nombre d'enquêtes est plus faible sont moins précises**.

02

Couverture géographique

Couverture géographique MSNA 2023

Couverture des partenaires MSNA 2023

03

Les besoins par sexe du Chef.fe de Ménage

Besoins des ménages par secteur et par sexe du/ de la chef.fe de ménage

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM

Le niveau de besoins est apparu comme légèrement plus élevé pour les ménages avec une femme CdM par rapport à ceux avec un homme CdM. Néanmoins, ce pourcentage au niveau national n'est pas significatif, bien qu'existant. Par conséquent, nous allons concentrer les analyses sur les secteurs (ABNA et Protection) et les régions (Koulikoro, Gao et Ménaka) où les écarts observés au moment de la collecte étaient les plus importants.

Les besoins en Protection

Les trois régions présentant, au moment de la collecte, les écarts les plus élevés entre les besoins en Protection des ménages avec une femme CdM et ceux avec un homme CdM sont :

1. Koulikoro: 26 points

2. Ménaka: 25 points

3. Gao: 24 points

Concernant le secteur Protection, nous examinerons plus en détail, lors de cette présentation, les enjeux de protection qui semblent affecter spécifiquement les femmes et les filles au moment de la collecte.

Les besoins en ABNA

Les quatre régions présentant, au moment de la collecte, les écarts les plus élevés entre les besoins en ABNA des ménages avec une CdM et ceux avec un CdM

1. Koulikoro: 46 points

2. Tombouctou: 19 points

3. Gao: 16 points

4. Ménaka: 16 points

Le secteur ABNA présente l'écart le plus significatif en termes de besoin entre les ménages avec une femme CdM et ceux avec un homme CdM.

Les besoins à Koulikoro

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Koulikoro

Dans la région de Koulikoro, les ménages avec une femme CdM présentèrent un niveau de besoin plus élevé dans presque tous les secteurs analysés.

Ce besoin semble être particulièrement marqué dans les secteurs ABNA, Protection et Éducation au moment de la collecte.

Pour le secteur ABNA, 76% des ménages avec une femme CdM avaient un LSG de plus de 3, ce qui est nettement supérieur aux autres secteurs.

En Protection, on observait également une différence importante en termes de besoin, avec 56% des ménages avec une femme CdM avec un LSG de plus de 3.

Pour le secteur Éducation, 52% des ménages avec une femme CdM avaient un besoin dans ce secteur.

Les besoins à Gao

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Gao

Dans la région de Gao, les ménages avec une femme CdM affichèrent un besoin supérieur dans la majorité des secteurs, en comparaison avec ceux ayant un homme CdM.

Le secteur Protection présenta la différence la plus élevée, avec 63% des ménages avec une femme CdM ayant un besoin, en contraste avec 39% pour les ménages avec un homme CdM.

Les besoins semblaient être également marqués dans les domaines de la ABNA et de l'EHA, où 84% et 62% des ménages avec une femme CdM, respectivement, exprimèrent un besoin.

Les besoins à Ménaka

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Ménaka

Dans la région de Ménaka, les ménages avec une femme CdM avaient un besoin plus élevé dans la plupart des secteurs par rapport aux ménages avec un homme CdM.

Le secteur Protection montrait l'écart le plus important, avec 80% des ménages avec une femme CdM ayant un besoin.

La ABNA est apparue comme le secteur où le pourcentage de ménages avec une CdM avec un LSG de plus de 3 est le plus élevé (84%).

60% des ménages avec une femme CdM rapportèrent un besoin en EHA.

À Ménaka, les ménages avec un homme CdM semblèrent exprimer un besoin plus élevé en éducation (40%) comparativement aux ménages avec une femme CdM .

04

Santé reproductive, Violence Basée sur le Genre et Disponibilité des services

Connaissance des services de santé reproductive

% des ménages n'ayant pas connaissance de l'existence de services de santé reproductive, par cercle

Connaissance des services de santé reproductive

38% des ménages n'avaient pas de connaissance de l'existence de services de santé reproductive pour les femmes et les filles.

Cette tendance est similaire entre les ménages PDI (36%) et les ménages non déplacés (38%). Mais aussi entre les ménages avec une femme CdM (33%) et les ménages avec un homme CdM (39%).

Ces pourcentages étaient d'autant plus élevés dans les régions de Gao (65%), Tombouctou (56%) et Bamako (56%).

Dans la région de Tombouctou, c'était dans les cercles de Goudam (89%) et de Niafunké (93%) que la méconnaissance est la plus élevée.

À Gao, le pourcentage le plus significatif était celui des ménages PDI (78%) et dans le cercle d'Ansongo (76%). À Bamako, le taux le plus élevé se trouvait chez les ménages PDI (69%).

Pourcentage de ménages rapportant ne pas avoir connaissance des services de santé reproductives pour les femmes et les filles

Connaissance des services de santé reproductive

56% des femmes enceintes ou allaitantes dans les ménages n'avaient pas bénéficié de conseils sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) au cours des 24 derniers mois.

Les régions affichant, au moment de la collecte, le pourcentage plus élevé des femmes qui n'ont pas bénéficié de l'ANJE sont Bamako (76%) Gao (73%) et Tombouctou (69%).

Il semble que dans les régions où le manque de connaissance sur les services de santé reproductive était le plus haut, le pourcentage de femmes n'ayant pas bénéficié de l'ANJE soit également le plus élevé.

Accès et barrières aux services de santé reproductive

Plus de neuf ménages sur dix au niveau national ne signalaient aucun problème d'accès aux services de santé reproductive. À Tombouctou et Gao, ce taux montait à 12% et 15%.

Parmi les ménages signalant des obstacles, les principaux obstacles cités sont la **distance à parcourir** (50%) ainsi que les **raisons financières** (44%).

À **Tombouctou**, les raisons principales étaient **financières (48%)**, distance à parcourir (20%) et insécurité routière (19%).

À **Gao**, la **distance à parcourir (58%)** prédominait, suivie des raisons financières (36%) et de l'insécurité sur la route (28%).

Violence Basée sur le Genre

40% des ménages ont déclaré que la **violence sexuelle** était l'un des risques auxquels les **femmes** sont confrontées. Les régions avec le pourcentage de ménage le déclarant (indépendamment du sexe du CdM) le plus élevé étaient : Ségou, Bamako et Ménaka. Par contre, **parmi les ménages avec une femme CdM** les régions avec le pourcentage plus élevé étaient : Kayes, Koulikoro et Sikasso.

44% des ménages ont déclaré que la **violence sexuelle** était l'un des risques encourus par les **filles** et ce pourcentage était plus élevé parmi les **ménages PDI avec une femme CdM (60%)**. Les régions avec le pourcentage plus élevé (indépendamment du sexe du CdM) étaient : Ségou, Mopti et Gao. Par contre, **parmi les ménages avec une CdM** les régions avec le pourcentage plus élevé sont: Kayes, Mopti et Gao.

Pourcentage de ménages rapportant que les violences sexuelles sont un risque encourus par les femmes, par région

Pourcentage de ménages rapportant que les violences sexuelles sont un risque encourus par les filles, par région

Violence Basée sur le Genre

Pour les femmes comme pour les filles, les trois principaux lieux où elles ne se sentaient pas en sécurité étaient: **en quittant le site/la ville** (50% - femmes ; 43% - filles), **sur le chemin d'accès aux marchés/axes routiers** (42% - femmes ; 39% - filles) **et dans le foyer** (30% - femmes ; 24% - filles).

Le sentiment d'insécurité au sein des foyers apparut comme plus important dans trois régions, tant pour les femmes que pour les filles : **Kayes** (78% - femmes ; 59% - filles), **Koulikoro** (52% - femmes ; 46% - filles) et **Sikasso** (42% - femmes ; 41% - filles).

Au niveau régional, la situation était différente à **Ménaka où les points d'eau (54%)** semblent être l'endroit où les femmes se sentaient moins en sécurité ; et à **Tombouctou, les marchés** ont été mentionnés par près de la moitié des ménages (44%).

Concernant les lieux où les filles se sentaient en insécurité, au niveau régional, il semble que les **zones de baignade** étaient des lieux vus comme dangereux pour les filles à **Gao (51%), Mopti (42%), Ménaka (36%) et Tombouctou (35%)**.

Connaissance des services pour les survivantes de VBG

Les membres de votre ménage ont-ils connaissance des services de prise en charge psychosocial pour les femmes et les filles ?

Manque de connaissance des services de prise en charge psychosocial pour les femmes et les filles, par région

Les membres de votre ménage ont-ils connaissances de l'appui holistique pour les survivantes de violences basées sur le genre ?

Manque de connaissance de l'appui holistique pour les survivantes de violences basées sur le genre, par région

Accès et barrières aux services pour les survivantes de VBG

Au niveau national, parmi les ménages ayant connaissance de l'appui holistique pour les survivantes de violences basées sur le genre, plus de **9/10 signalaient y avoir accès**. Ce chiffre baisse à Tombouctou (34%) et Gao (34%).

Cette situation était similaire en ce qui concerne **l'accès aux services de prise en charge psychosociale pour les femmes et les filles**, où **90% des ménages** ayant connaissance de leur existence ont rapporté y avoir accès. Ce chiffre baisse à Gao (32%), Tombouctou (25%) et Bamako (23%)

Parmi ceux signalant des obstacles, les principaux étaient principalement dus à la **distance à parcourir (50%)** et à **des raisons financières (44%)** pour les deux types de services (un appui holistique pour les survivantes de violences basées sur le genre et services de prise en charge psychosociale pour les femmes et les filles).

Pour les **ménages PDI**, le principal obstacle à ces types de services était la **barrière financière (53%)**.

À **Tombouctou**, les raisons principales étaient **financières (46%)**, distance à parcourir (21%) et insécurité routière (19%).

À **Gao**, la **distance à parcourir (58%)** prédominait, suivie des raisons financières (36%) et de l'insécurité sur la route (28%).

Accès et barrières aux services pour les survivantes de VBG

Au niveau national, **31% des ménages avec une femme CdM** signalaient ne pas savoir que l'assistance humanitaire ne doit pas se **faire en échange de prestations sexuelles**, d'argent ou de quelque faveur de nature sexuelle (exemple : sortir avec/avoir une liaison avec un personnel humanitaire, avoir des rapports sexuels avec un personnel humanitaire...).

Savez-vous que l'assistance fournie par des organisations humanitaires est gratuite ? (Parmi les CdM Femme)

Croyance que l'aide humanitaire n'est pas gratuite et qu'elle est échangée contre des services sexuels, de l'argent ou toute autre faveur de nature sexuelle (Parmi les ménages avec une CdM)

05

Mécanismes de coping en matière de sécurité alimentaire

Stratégies d'adaptation

En matière de sécurité alimentaire

Les ménages avec une femme CdM déclaraient recourir davantage à des stratégies d'adaptation liés à la sécurité alimentaire que ceux avec des hommes CdM.

Dans cette section, nous allons examiner cette question au niveau national, puis nous pencher sur quelques exemples régionaux qui étayent l'idée selon laquelle les ménages avec une femme CdM ont tendance à recourir plus souvent à des mécanismes de coping en matière de sécurité alimentaire.

En ce qui concerne les ménages qui rapportèrent un besoin en sécurité alimentaire, on constate seulement un écart important entre les ménages avec un homme CdM et ceux avec une femme CdM à Mopti, Tombouctou et Gao.

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en Sécurité Alimentaire, par region et sexe du CdM

Stratégies d'adaptation

En matière de sécurité alimentaire

Pourcentage de ménages ayant rapporté que, durant les 30 derniers jours précédant la collecte :

Il est arrivé qu'il n'y ait pas eu de nourriture à manger par manque de ressources pour se procurer de la nourriture

Un membre du foyer s'est endormi le soir en ayant faim parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture

Un membre du foyer a passé une journée et une nuit entière sans manger du tout parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture

Au moins un membre a consommé des aliments moins préférés et moins chers

Avoir limité la quantité consommée pendant les repas pour s'adapter à un manque de nourriture ou d'argent pour l'acheter

Avoir restreint la consommation des adultes pour permettre aux plus jeunes de manger davantage

Diminuer le nombre de repas par jour

06

Conclusions finales

Conclusions finales

- Les secteurs où les ménages avec une femme CdM avaient des besoins plus élevés que les ménages avec un homme CdM étaient **ABNA et Protection** et les régions où les écarts sont les plus grands entre les deux types de ménages par sexe de CdM sont les régions de **Koulikoro, Gao et Ménaka**.
- **40% (44%)** de ménages ont déclaré que la violence sexuelle était l'un des risques auxquels les **femmes (filles)** sont confrontées
- **38%** de ménages n'avaient pas de connaissance des services de santé reproductive pour les femmes et les filles.
- **76%** de ménages n'avaient pas de connaissance des services de l'appui holistique pour les survivantes de VBG.
- Les ménages avec une CdM femme semblent davantage recourir à **des stratégies d'adaptation liés à la sécurité alimentaire** que ceux avec des CdM hommes

Merci!

marouan.fatti@impact-initiatives.org

cintya.del-fresno@impact-initiatives.org

kouttougara.wangara@reach-initiative.org

Bamako, Mali | Hippodrome,
Rue 224, Porte 1085

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Annexe: Sources de données et résultats

[Le Termes de Référence \(TdR\) de la MSNA 2023](#)

[Le Note Méthodologique de la MSNA 2023](#)

[Le Cadre d'analyse des indicateurs LSG de la MSNA 2023](#)

[La Base de Données et les Tableaux de Fréquence de la MSNA 2023](#)

[La cotation de la sévérité de la MSNA 2023](#)

[Bulletin MSNA 2023](#)

Annexe 1

LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe
du CdM

Annexe 1: Kayes

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Kayes

Annexe 1: Koulikoro

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Koulikoro

Annexe 1: Sikasso

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Sikasso

Annexe 1: Ségou

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Ségou

Annexe 1: Mopti

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Mopti

Annexe 1: Tombouctou

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Tombouctou

Annexe 1: Gao

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Gao

Annexe 1: Bamako

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Bamako

Annexe 1: Ménaka

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ , par secteur et sexe du CdM - Ménaka

Annexe 2

LSG de 3, 4 ou 4+, par région et sexe du CdM

Annexe 2: ABNA

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en ABNA, par region et sexe du CdM

Annexe 2: EHA

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en EHA, par region et sexe du CdM

Annexe 2: Education

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en Education, par region et sexe du CdM

Annexe 2: Protection

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en Protection, par region et sexe du CdM

Annexe 2: Santé

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en Santé, par region et sexe du CdM

Annexe 2: Sécurité Alimentaire

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en Sécurité Alimentaire, par region et sexe du CdM

Annexe 2: Moyens de Subsistance

% de ménages ayant un LSG de 3, 4 ou 4+ en Moyen de Subsistance, par region et sexe du CdM